

Le cancer, un cataclysme

Santé

Alors que le gouvernement revoit sa copie sur le plan Ecophyto, qui visait à réduire l'usage des pesticides, Michel est déçu. Ces produits ont un impact, et il s'en veut la preuve. Salarié dans une coopérative de semences, il a développé et guéri d'un cancer après les avoir manipulés. Une épreuve que sa femme et lui peinent à laisser derrière...

Chemcha Rabbi

« **L**e plus dur, c'est quand on m'a appelée au travail pour me dire, c'est la fin, venez lui dire au revoir... Là, ça m'avait... Je préfère te laisser raconter, parce que ça me... » La voix se perd dans le sanglot qu'elle tentait de contenir. Isabelle (le prénom a été modifié à sa demande) fuit la pièce, voulant dérober aux regards le désespoir qui la submerge, à l'évocation de ce coup de fil remontant à dix ans. Le souvenir du cataclysme qui a retourné leur vie d'alors réveille irrémédiablement, en elle, cette part d'intime inconsolable.

Quand, après le pire, Isabelle et Michel se sont enfin permis de penser à l'avenir, ils ont déniché cette maison à la campagne, il y a un an. À proximité de l'habitation, qui se fonde dans la quiétude de ce village de la Beauce en Eure-et-Loir, les champs, encore à nu, guident le regard vers l'horizon qui semble infini. « On a peut-être fait une erreur en achetant, ici », questionne Michel, 56 ans. Le traumatisme du cancer, même guéri, a laissé une intranquillité perpétuelle.

Il y repense plus souvent, depuis qu'ils se sont installés dans ce grenier à blé de la France, où l'usage des pesticides (*) fait partie des pratiques agricoles. À cette saison, la parcelle en face de la maison, dans cette plaine ouverte à tous les vents, n'échappe pas au passage du pulvérisateur. Le couple voulait fuir la ville et sa fureur pour se remettre au vert. Comme au

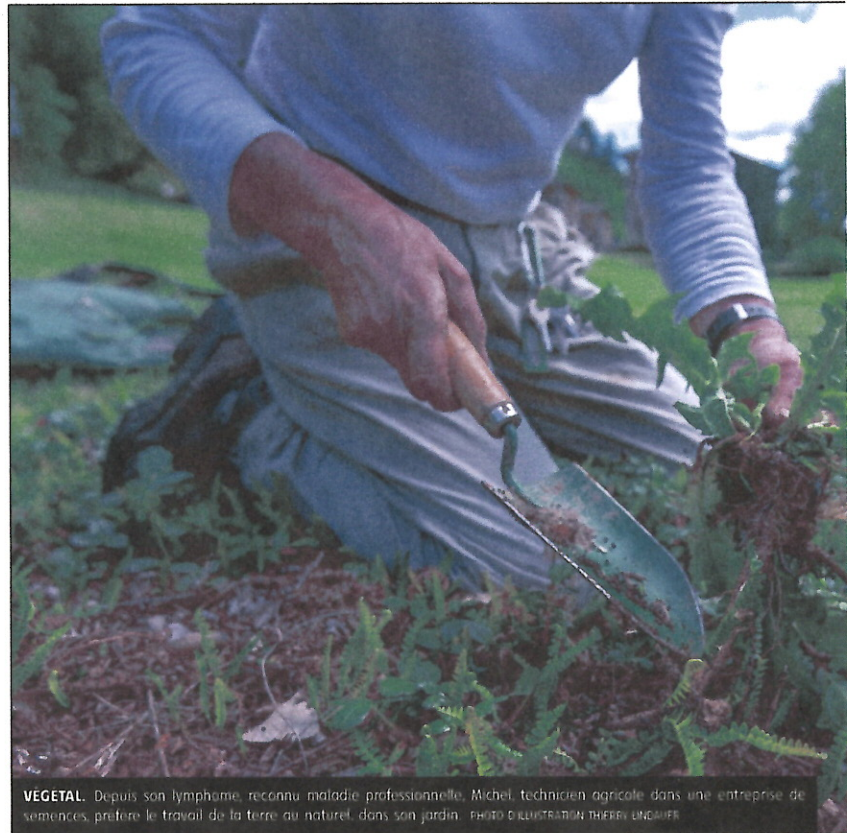
temps de l'enfance où, fils d'ouvrier agricole, il grandissait à la ferme, du côté de la Vienne. « À l'époque, on prenait le vélo ou la mobylette pour aller dans le bourg, voir des copains, pour sortir... », s'émeut Michel. Cette maison, avec cour et jardin, a mis à portée de leurs moyens (financiers) le retour aux sources tant rêvé, en restant à distance raisonnable du travail.

Tous deux sont employés dans des coopératives de semences, lui comme technicien. Son cancer a un lien et a été reconnu, sans mal pour sa part, en maladie professionnelle.

En 1992, il s'est engagé dans ce métier comme on embrasse une passion. Il l'a découverte au cours d'études agricoles, où malgré des notes peu brillantes, confesse-t-il, faussement contrit, il raffole des cours de biologie et génétique.

« À la main »

À ses débuts, il capitalise sur son enthousiasme débordant. « J'ai rencontré des ingénieurs, des responsables de projets de sélection. Ça tire vers le haut. Ça m'a donné envie d'apprendre et d'en faire toujours plus. » Son métier est un plaisir. « Les semenciers créent de nouvelles variétés. Mon travail consistait à semer, suivre et récolter ces variétés, pour analyser leurs résultats techniques... » C'est comme cela qu'il se retrouve en contact avec des pesticides. « Les semences sont enrobées de produits de protection, des fongicides pour les champignons, des insecticides... On faisait ça sur de petits lots. On vidait, à la main, les sachets de graines, dans les semoirs, durant deux semaines à un mois et demi, de fin mars à début mai... » Le technicien manipule sans pro-



VEGETAL. Depuis son lymphome, reconnu maladie professionnelle, Michel, technicien agricole dans une entreprise de semences, préfère le travail de la terre au naturel, dans son jardin. PHOTO D'ILLUSTRATION THIERRY LINDAUER

tection et sans inquiétude. Pendant longtemps, la toxicité de ces produits n'est pas un sujet.

L'année 2015 commence mal pour Michel. Deux dents le font atrocement souffrir. Malgré les soins, rien ne s'arrange, la dentiste finit par les lui arracher. Au même moment, il perd appétit et sommeil. Les consultations de médecins ne donnent rien si ce n'est une ordonnance de paracétamol. Elles atterrissent à la poubelle, Isabelle s'empresse de les récupérer. Michel dépérit à vue d'œil. Son état alarme ses collègues et rend fou d'inquiétude ses proches. « Je ne te re-

connaisais plus », lui avoue sa femme. « Je refusais d'aller au travail. Je ne pouvais pas le laisser, il était tellement mal, il avait le teint jaune-vert. »

Un jour, Michel est « au bout », le couple se précipite aux urgences d'un hôpital des Yvelines, sur les conseils d'une amie, professionnelle de santé. À ses supplications frénétiques : « Faites quelque chose. Il ne mange plus, il ne dort plus, il ne parle plus... », Isabelle s'entend répondre : « Ce n'est pas un hôtel, ici. On ne va pas le garder ! Il y a un hôpital à Chartres ! »

C'est dans cet établissement

de la capitale eurélienne que le couple fonce deux nuits plus tard. Michel est terrassé par la douleur. L'urgentiste qui l'examine s'étonne qu'on ne lui ait pas prescrit d'examen avant. Il calme ses souffrances. Et orchestre un rendez-vous pour une fibroscopie.

Errance médicale

Un peu plus tard, ses hurlements s'entendent jusque dans les couloirs du service gastro-entérologie, où une praticienne tente l'examen. « C'était sans anesthésie, je ne pouvais pas supporter. Je braillais tellement.

« Attention à ne pas faire n'importe quoi avec notre agriculture »

Parmi les réponses à la crise agricole, le gouvernement a mis « en pause le plan Ecophyto », qui prévoyait de réduire de 50 % l'usage des pesticides en 2030.

La décision n'appelle aucun commentaire pour Alexandre Pelé, président de la Confédération générale des planteurs de betteraves (CGB) en Centre-Val de Loire, basé dans le Loiret, davantage préoccupé par le retard dans les semis. « On a planté seulement 20 % de betteraves sucrières à cause des conditions météo. » Ce qui n'arrange pas les choses, pour le producteur, c'est que le puceron causant par piqûre le virus de la jaunisse est attendu fin avril. Il avait ravagé la production française en 2020, alors que les néonicotinoïdes utilisés, notamment, contre ce ravageur venaient d'être interdits. « J'ai fait 38 tonnes, au lieu de 90. Du jamais vu », souligne Alexandre Pelé. Face à cela,



BETTERAVE. La campagne débute dans la crainte de la jaunisse. PHOTO D'ILLUSTRATION THIERRY LINDAUER

le gouvernement avait réautorisé, par dérogation, ces produits, mis en cause dans le déclin des abeilles, avant de renoncer, en 2023, et se ranger à la décision européenne.

« On a besoin des phytosanitaires »

À l'époque, 20 millions d'euros avaient été affectés à un plan de recherche d'alternatives. Trois ans après, les solutions sont efficaces à 30 %. Insuffisant pour sécuriser la production. « La solution viendra de la génétique, avec des variétés résilientes. Elles arriveront dans quatre à cinq ans. Que fait-on en attendant ? »

C'est dans la crainte que les planteurs débute cette campagne face à la menace du virus. Une crainte entendue par le gouvernement qui a annoncé, vendredi, une dérogation pour l'usage du Movento, afin de lutter contre les pucerons. L'insecticide pourra être pulvérisé jusqu'à cinq fois, au lieu de deux. La profession réclame aussi l'autorisa-

tion de l'acétamipride. « Les Allemands l'utilisent ! » « Dans cette période de transition vers les alternatives, on a besoin des phytosanitaires. C'est une assurance », insiste-t-il. Ni par facilité, ni par inconscience, dit-il. « Ils sont homologués par l'Anses, donc on peut les utiliser. Les risques sont mesurés si on respecte les préconisations. »

Il évoque aussi la souveraineté alimentaire. À force de difficultés à produire, de mauvais rendements, il redoute que ses collègues se détournent de cette culture, dont la surface recule en Centre-Val de Loire. Ce qu'on ne produira plus ici, pense-t-il, on ira le chercher ailleurs. « Il y a deux ans, on a connu une période où il n'y avait plus d'huile dans les supermarchés. Attention à ne pas faire n'importe quoi avec notre agriculture en écoutant des oppositions parfois extrémistes ! » ■